

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Une place plus grande accordée à la parole citoyenne : la construction et le renforcement du dialogue avec les élus s'est couplé d'échanges beaucoup plus prononcés avec les citoyens depuis le début du quinquennat, à l'occasion des déplacements ministériels, des Assises des Outre-mer et de la construction de groupes de participation citoyenne

Le Livre Bleu des Outre-mer constitue la feuille de route de l'activité gouvernementale pour les Outre-mer sur le quinquennat

Cette feuille de route s'inscrit dans une trajectoire de long terme, « la Trajectoire Outre-mer 5.0 », qui vise à faire des Outre-mer des territoires à l'avant-garde en matière de développement durable, à l'horizon 2030, à travers cinq objectifs : zéro exclusion, zéro déchet, zéro carbone, zéro polluant agricole et zéro vulnérabilité

Les actions en quelques mots

L'Outre-mer des solutions : mettre les projets au cœur de notre démarche et faire des Outre-mer des territoires pilotes

Le réflexe outre-mer : chaque ministre porte depuis mai 2017, dans son domaine, ce réflexe outre-mer. Jamais autant de ministres ne se sont déplacés sur les territoires d'Outre-mer

Transparence de l'action publique et participation citoyenne

Les mesures concrètes

Une réforme ambitieuse de l'écosystème économique outre-mer (exonérations de cotisations sociales, zones franches, défiscalisation) afin de l'orienter vers les filières locales génératrices de croissance et d'emplois

Des mesures fiscales audacieuses permettant la création de nouveaux outils d'aide à l'investissement territorial pour les Outre-mer :

Plafonnement de l'avantage fiscal sur l'impôt sur le revenu qui profitait aux plus aisés et non pas aux territoires (70 M d'€)

Suppression de la TVA non perçue récupérable (100 M d'€), dépense fiscale de guichet non contrôlée et dont l'efficacité n'était pas démontrée

La création dans chaque département et région d'Outre-mer, dès février 2019, d'un groupe de participation citoyenne associé notamment aux travaux de l'observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

Une réforme de l'écosystème économique portant sur un montant d'aides de

+ de 2,6 milliards d'€ par an

2,1 milliards d'€ de crédits de l'Etat

contractualisés pour le développement et la transformation des territoires sur la période 2019-2022

+ de 100 jours passés sur le terrain, dans les territoires d'Outre-mer, pour répondre aux crises (Irma, Mayotte, La Réunion), écouter les acteurs de terrain, expliquer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement

Assises des Outre-mer :

+ de 26 000 participants

551 ateliers et 219 réunions publiques

850 projets

du concours d'innovation

1 330 projets

qui font l'objet d'un suivi

La création d'un délégué interministériel à la concurrence outre-mer, pour mobiliser l'ensemble des outils existants permettant de combattre les situations de rente et d'exclusivité

La mise en place, entre mars et septembre 2019, des sites Transparence dans les cinq DROM, qui permettent à chaque citoyen de suivre précisément les engagements financiers de l'Etat dans chaque territoire

Le renforcement de la lutte contre les sargasses, avec l'objectif d'enlèvement en 48h, un plan de soutien aux collectivités pour prévenir les échouages, ramasser et stocker les sargasses, ainsi que des actions de recherche pour identifier les causes du phénomène, les valorisations possibles etc

La fermeture en cours des centrales à charbon existantes en Outre-mer, la dernière étant prévue à l'horizon 2022

La mise en place de plateformes de recherche dans chaque bassin maritime avec une préfiguration d'ores et déjà lancée à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'organisation en Nouvelle-Calédonie du référendum prévu par l'Accord de Nouméa sur l'accession à la pleine souveraineté

L'adoption par le Parlement d'une loi organique et d'une loi ordinaire relative à la Polynésie française, reconnaissant le fait nucléaire et ses conséquences, et modernisant le statut du territoire afin de renforcer la stabilité de ces institutions

À retenir sur les 12 derniers mois

Assises des Outre-mer

Exonérations de cotisations sociales, zones franches, défstiscalisation pour orienter l'écosystème économique outre-mer vers les filières locales génératrices de croissance et d'emplois

2,1 milliards d'€ de crédits de l'Etat pour le développement et la transformation des territoires sur la période 2019-2022

Mise en place progressive des **sites « Transparence »** pour suivre précisément les engagements financiers de l'Etat dans chaque territoire

L'impact du grand débat sur notre action

Le grand débat a conforté le choix qui avait été fait, en 2018, d'organiser les Assises des Outre-mer, afin de redonner la parole à celles et ceux qui ne la prenaient plus

Le grand débat a permis d'accélérer la mise en place d'un groupe de participation citoyenne dans chaque territoire qui s'est saisi des thématiques du grand débat en mars dans le cadre des conférences régionales citoyennes. Ces groupes de participation citoyenne ont vocation à participer aux travaux des observatoires sur les prix, marges et revenus et à être associés par les préfets aux grands projets structurants ou grands projets d'aménagement

Les priorités pour 2019

Poursuivre le dialogue politique avec les forces politiques de Nouvelle-Calédonie, à la suite du référendum de novembre 2018 et des élections provinciales du 12 mai 2019

Accompagner la décentralisation de mécanismes de responsabilisation efficaces et visibles pour améliorer la gestion publique locale et agir efficacement sur les délais de paiement anormaux qui pénalisent l'économie ultra-marine

À la suite de la réforme de l'écosystème économique outre-mer, un compteur emploi est en cours de finalisation. Publié de manière trimestrielle, il permettra d'évaluer les effets de la réforme, notamment en termes d'investissement et d'emplois sur chaque territoire

Accélérer la Trajectoire outre-mer 5.0 pour en faire l'agenda 2025 du ministère des Outre-mer, en orientant progressivement l'ensemble des outils disponibles vers ces objectifs, et en y entraînant l'ensemble des territoires dans le cadre des instruments réglementaires existants

Préparer, en lien avec le nouveau délégué interministériel aux risques majeurs en Outre-mer, une stratégie globale de réduction des vulnérabilités et de renforcement des capacités de résiliences de nos territoires, et les mesures législatives et réglementaires adaptées

outre-mer.gouv.fr